



RAPPORT D'ACTIVITE REPUBLICQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO



Chronologie de participation à l'EPU dans le cycle actuel



Activité 2 : Pré-session Nationale

Kinshasa, les 20,21 et 22 février 2019





Promoting and strengthening
the Universal Periodic Review
<http://www.upr-info.org>



1. Introduction

Les 20 et 21 février 2019, 63 participants venus de Kinshasa et d'autres provinces de la République Démocratique du Congo (RDC) ont pris part à un atelier sur les techniques de plaidoyer dans le cadre de l'Examen Périodique Universel. Celui-ci s'adressait aux organisations de la société civile (OSC) et à la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH-RDC). Cet atelier a été coorganisé par *UPR Info* et le Centre Carter à la Maison des Droits de l'Homme, à Kinshasa. L'objectif de cet atelier de deux jours était de renforcer les capacités des OSC et de la CNDH-RDC sur les techniques de plaidoyer afin que les thématiques des droits humains sur lesquels ils travaillent et leurs recommandations pour améliorer la situation des droits humains soient prises en considération lors du troisième cycle de l'EPU de la RDC le 7 mai 2019. L'atelier a également encouragé la création de fiches et la formation de coalitions thématiques afin de favoriser un partage d'informations entre les OSC nationales travaillant sur différentes thématiques de droits humains en vue d'assurer que la société civile s'exprime d'une voix concordante lors du plaidoyer EPU auprès des ambassades à Kinshasa ainsi qu'auprès des Représentations Permanentes à Genève.

Lors de la deuxième partie de l'activité, soit la Pré-session nationale, qui s'est tenue le 22 février, 12 orateurs ont présenté à une quinzaine d'ambassades et des agences des Nations Unies présentes à Kinshasa la situation des droits humains en RDC. Les orateurs ont pu s'exprimer sur onze thématiques des droits humains. La CNDH a quant à elle présenté trois thématiques sur les quinze abordées dans son rapport EPU. Les représentants des ambassades et des agences onusiennes se sont ensuite livrés à une séance de questions/réponses avec les orateurs. Par après, *UPR Info* et le Carter Center ont organisé un café des droits humains. Six tables thématiques avaient été préparées pour que les délégués des ambassades et des agences de l'ONU puissent poursuivre un dialogue approfondi avec d'autres représentants de la société civile qui avaient participé à l'atelier. Différentes fiches thématiques préparées lors de l'atelier ont également été mises à la disposition.

Enfin, *UPR Info* a organisé pour la première fois, le 19 février, dans le cadre de son programme pays, un [atelier pour les Etats examinateurs](#). La tenue de cet atelier a été possible grâce à la collaboration de l'Ambassade de Belgique qui a facilité le contact avec les ambassades du groupe « Démocratie et Droits Humains ».

La Pré-session nationale représente la deuxième étape d'une série d'activités sur l'EPU organisées par *UPR Info* et son partenaire le Centre Carter dans le cadre de son programme [d'appui au processus EPU en RDC \(2018-2019\)](#).

Timeline for UPR engagement in the current cycle



2. Activité

1. Aperçu

A. Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH)

UPR Info a eu le 19 février une première réunion de travail avec la CNDH-RDC afin de renseigner ses collaborateurs sur le processus de l'Examen Périodique Universel depuis la soumission du premier rapport EPU de l'institution suite à l'atelier que *UPR Info* avait conduit en juillet 2018. Pour la CNDH-RDC, instituée en 2013 par la loi organique no 13/011, le troisième cycle EPU constitue leur première participation au processus EPU. Elle a obtenu en 2018 le statut A selon les Principes de Paris, et se prépare à faire une déclaration au cours de l'adoption du rapport final EPU. Lors de la réunion avec *UPR Info*, le Vice-Président de la CNDH Amuli LULUMBA, Chargé du Cabinet de Justice Professeur Makengo KISALA, M. Jean Bruno William BAYE et la rapportrice adjointe Dr. Chantal NEMBUNZU TINDANE, ont montré leur gratitude envers *UPR Info* pour leur appui technique et déclaré leur engagement à poursuivre le travail dans le cadre du processus EPU. *UPR Info*, encouragea la CNDH à formuler également des recommandations EPU liées à l'exercice de leur mandat.

Lors d'une deuxième réunion le 20 février avec le Président de la CNDH, MUAMBA MUSHIKONKE Mwamus, Mme. Dr. NEMBUNZU TINDANE Chantal et M. Jean Bruno William Baye, *UPR Info* a approfondi les thématiques de travail de la CNDH. Nous avons également discuté de la poursuite de la collaboration au cours des prochaines étapes de l'EPU, et le rôle de la CNDH dans le suivi des recommandations EPU.

B. Séminaire pour les Etats examinateurs

Pour la première fois depuis la création de *UPR Info*, nous avons organisé un séminaire pour les Etats examinateurs dans la capitale du pays examiné. Dans ce cadre, le 19 février, dans l'après-midi, *UPR Info* est a présenté le rôle des Etats examinateurs dans l'Examen Périodique Universel de la RDC aux Ambassades présentes à Kinshasa. Cette réunion a été organisée dans le cadre du groupe de travail « démocratie et droits de l'homme » conduit par l'Ambassade de Belgique en République Démocratique du Congo.

Lors de la séance, *UPR Info* a présenté le mécanisme EPU, les deux premiers cycles EPU de la RDC et a renseigné les représentants des ambassades sur les techniques de rédactions de leur rapport et la formulation de recommandations en vue de l'EPU de la RDC qui se tiendra le 7 mai 2019. *UPR Info* souligna également l'importance des questions en avance, la coordination d'information entre la capitale, les ambassades et les missions permanents basées à Genève, ainsi que de la plateforme des pré-sessions.



Dans ce cadre, un petit débat sur la formulation des [recommandations « SMART » liées aux ODD](#) a également eu lieu. Finalement, *UPR Info* encouragea les diplomates présents à participer à la pré-session nationale du 22 février organisée par *UPR Info* en collaboration avec le Centre Carter.

Les Etats présents au séminaire étaient la Suisse, la Suède, le Canada, le Japon, la Belgique, la Grande-Bretagne, la Finlande, l'Union Européenne et des représentants du Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme (BCNUDH).

C. Comité inter-ministériel des Droits Humains

Lors de l'activité-2, *UPR Info* a également organisé une séance de travail avec M. Jean Batiste INGOLI, représentant du Comité inter-ministériel des droits humains de la RDC, afin de préparer la délégation de la RDC qui se rendra à Genève pour la présentation de rapport national lors de la séance du groupe de travail EPU du Conseil des Droits de l'Homme. *UPR Info* le renseigna sur le déroulement de l'examen, de bonnes pratiques pour se préparer et répondre aux questions en avance, ainsi que l'importance d'une bonne distribution du temps alloué à la délégation pendant l'examen. Une remarque sur l'importance des matrices de mise en œuvre a été également faite. Finalement, *UPR Info* expliqua le rôle de la Troika (le Cameroun, le Qatar et la Croatie pour la RDC) pendant l'examen. *UPR Info* proposa une réunion finale de préparation le 6 mai pour la délégation qui viendra à Genève pour l'examen qui aura lieu le 7 mai.

D. Atelier plaidoyer EPU

L'atelier débuta dans la matinée du 20 février dans la salle des Droits de l'Homme du Centre Carter par des mots d'introduction de Mme Marie-Joséphine NTSHAYKOLO, représentante du Centre Carter ; du Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme (BCNUDH), de Mme Mona M'Bikay Directrice Exécutif de *UPR Info*, et du Vice-Président de la Commission Nationale des Droits de l'Homme de la RDC qui prononça l'ouverture de l'atelier.

Le premier jour a permis de renseigner les 63 participants sur le mécanisme de l'EPU, et faire un rappel sur les deux derniers cycles EPU (thématiques abordées et Etats examinateurs). Les participants ont été orientés sur les techniques et outils de plaidoyer ainsi que la complémentarité du dialogue diplomatique à Kinshasa et à Genève.

Deux diplomates représentants de l'ambassade de Belgique en RDC – Mme Sarah GASQUARD- et de la Suisse M. Stephan SCHMID- ont ensuite partagé leur expérience en qualité d'Etat examinateur et sur le processus national de formulation des recommandations EPU. Leur présentation a traité de la façon dont les ambassades recueillent des informations, formulent des recommandations, assurent le suivi de la mise en œuvre et travaillent avec les parties prenantes nationales à l'EPU. Ils se sont ensuite livrés à une séance de questions/réponses avec les participants de l'atelier sur la formulation des recommandations, la création des indicateurs, la sélection des



thématiques pour les recommandations ainsi que leur nombre, et la nouvelle tendance d'utiliser les indicateurs ODD dans la formulation des recommandations. Le débat a également soulevé la question des représailles à l'encontre de la société civile.

Dans l'après-midi du premier jour, les participants ont été informés sur la manière dont la CNDH et les OSC peuvent jouer un rôle actif tout au long du processus EPU, et les techniques pour mener un plaidoyer efficace (de la création des fiches plaidoyer jusqu'à la mise en œuvre des recommandations). Les participants ont été également renseignés sur l'importance de dialoguer avec différentes parties prenantes. Dans ce cadre, le rôle des médias, des journalistes, de la CNDH, du parlement, des institutions académiques, et des agences ONU ont été présentés. Finalement, une séance pratique sur la façon de formuler des recommandations influentes a été organisé autour de la formule « SMART ». Les participants ont appris l'importance de recommandations orientés vers l'action en vue de soutenir une mise en œuvre facilitée des recommandations. *UPR Info* a insisté sur le lien entre les recommandations EPU et les ODD. Les participants ont été également invités à intégrer la dimension égalité de genre dans le processus EPU et à utiliser la complémentarité du processus EPU avec les autres organes de traités onusiens.

La matinée du deuxième jour a été consacrée à la finalisation des fiches de plaidoyer. Avant la formation, les participants ont reçu un dossier de bienvenue et un cahier d'exercices leur donnant des informations afin de se préparer à la formation. Un de ces exercices consistait en la rédaction de fiches de plaidoyer par thématique. Les participants ont été divisés en 11 tables thématiques, plus un 12ème pour la CNDH, afin de finaliser ces fiches. Les groupes thématiques étaient les suivants :

- Groupe 1 : Droits des personnes vulnérables (personnes vivant avec handicap, albinisme, les peuples autochtones et les LGBT)
- Groupe 2 : Droits de l'enfant
- Groupe 3 : Droits économiques, sociaux et culturels
- Groupe 4 : Election et participation politique, liberté d'expression, liberté de manifestation publique et liberté d'association pacifique
- Groupe 5 : Protection des droits humains, torture, exécutions extra judiciaires, réforme judiciaire et pénitentiaire
- Groupe 6 : Droits des femmes ;
- Groupe 7 : Exploitation minière et violations des droits humains ;
- Groupe 8 : Peuples autochtones ;
- Groupe 9 : Torture, CID et lutte contre l'impunité ;
- Groupe 10 : Participation aux élections, représentation des jeunes et des femmes ;
- Groupe 11 : Zones en conflit et violations des droits humains ;
- Groupe 12 : La Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH-RDC)

Les différents groupes ont présenté le résultat de leurs travaux en plénière l'après-midi. Chaque table a reçu de *UPR Info* des conseils techniques relatifs aux techniques de rédaction, indicateurs, formulation des recommandations et recherche à effectuer pour



développer le contenu des fiches et des présentations lors de la Pré-session. Un rapporteur avait été désigné pour chaque groupe afin de rapporter leur travail auprès des collègues OSC ainsi que pour la pré-session du lendemain. Chaque présentation était suivie d'échanges afin d'enrichir les informations fournies, de comprendre la méthodologie à suivre et d'évaluer le caractère SMART ou non des recommandations formulées.

E. Pré-session Nationale

Le 22 février a eu lieu la première pré-session nationale EPU de la RDC. La pré-session, s'est déroulée ainsi : deux panels de six orateurs chacun, chaque orateur représentant des thématiques différents, soit un total de douze thématiques différentes ont été présentées. Un café des droits humains a ensuite permis aux ambassades, agences de l'ONU présentes, OSCs, regroupées en cinq groupes thématiques, et à la CNDH de débattre de manière plus approfondie sur les questions de droits humains abordées lors de la Pré-session.

La Pré-session a réuni quelque 85 représentants d'OSC nationales (65 participants dont 26 femmes, représentant 41 organisations de la société civile venues de Kinshasa, du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, du Haut-Katanga, du Kasai central, de l'Equateur et de Tshopo, ONGI dont TCC et Freedom House), de la CNDH, d'agences de l'ONU (PNUD, ONU Femmes, BCNUDH, UNHCR, UNFPA), de l'UE et de l'Union Africaine et de onze États examinateurs (ambassades d'Allemagne, des Pays-Bas, du Japon, de la Norvège, du Canada, de la Suisse, des États-Unis, du Royaume-Uni, de la Belgique, de l'Angola et de France). Cet événement a également compté avec la présence du Président de la CNDH et de quelques journalistes des médias pour rendre compte de l'événement. Les remarques d'ouverture ont été faites par Mme Mona M'Bikay et ont porté sur la non-politisation des Pré-sessions et de la nécessité d'un dialogue constructif entre toutes les parties prenantes. *UPR Info* a facilité deux dialogues interactifs entre les représentants de la société civile et les diplomates au cours desquels les représentants de la société civile ont présenté leurs préoccupations en matière de droits de l'homme et suggéré des recommandations pour l'EPU concernant les points suivants :

- Peuples autochtones et pygmées ;
- Droits des femmes ;
- LGBTIQ ;
- Exploitation minière ;
- Droits des enfants ;
- Protection des enfants dans les mines artisanales ;
- Personnes vivant avec handicap ;
- Personnes atteintes d'albinisme ;
- Protection dans les zones en conflit ;



- Protection des défenseurs des droits de l'homme et Droits civils et politiques ;
- Participation des femmes et jeunes dans les affaires publiques et représentation lors des élections.

Enfin, la CNDH représenté par le Professeur André Mazambo, a fait un exposé sur quatre grands thèmes : les droits des femmes, la protection des enfants en conflit avec la loi, la ratification des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme et la nécessité pour la CNDH de disposer de ressources suffisantes pour mener à bien son mandat conformément aux Principes de Paris.

Les questions de la communauté diplomatique et de la communauté du développement ont porté sur les attentes des OSC à l'égard du gouvernement dans la mise en œuvre des recommandations du troisième cycle de l'EPU ; la complémentarité entre les autres organes de traités des Nations Unies et l'EPU ; la liberté d'expression et d'opinion ; le travail accompli par les magistrats pour aider ceux en conflit avec la loi et réduire la surpopulation des prisons ; les droits des personnes vivant avec albinisme ; la lutte contre l'impunité ; la traite des personnes ; l'indépendance des institutions nationales ; la violence contre les femmes ; la nécessité de créer un système de collecte des données désagrégées. Dans l'après-midi, la discussion s'est poursuivie dans un cadre plus informel basé sur des groupes de discussion thématiques. Au cours des conversations, la société civile a présenté ses fiches d'information-plaidoyer sur l'EPU et les diplomates ont demandé des éclaircissements supplémentaires sur leurs domaines d'intervention. Plusieurs idées sur la manière de renforcer la coopération entre les acteurs de l'EPU en RDC dans le processus de mise en œuvre ont émergé à l'occasion du dialogue. Pour certains représentants des OSC, c'était la première fois qu'ils s'engageaient avec la communauté internationale dans la capitale, ce qui a donné lieu à un échange de coordonnées qui sera utile lors des prochaines étapes du processus.

La pré-session s'est révélée être une plateforme utile de plaidoyer et de dialogue pour présenter la situation des droits humains en RDC et proposer des recommandations pour adresser les violations des droits humains.

2. Réalisations

L'atelier de plaidoyer EPU et Pré-session nationale a servi de cadre pour réunir un nombre important d'acteurs du processus EPU y compris, les Etats examinateurs, les agences ONU, la société civile et la Commission Nationale des Droits de l'Homme. La présence à l'ouverture de l'atelier lors du discours du représentants du Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme et de la CNDH donne le ton pour un processus inclusif et transparent. Le séminaire pour les Etats examinateurs a également permis de préparer les représentants des ambassades sur leur rôle dans le cadre de l'EPU et de les encourager à avoir un dialogue avec la société civile.



Du côté de la société civile, cet atelier a permis de renforcer les connaissances des participants sur le mécanisme EPU, les techniques et méthodologies de plaidoyer ainsi que la rédaction des fiches thématiques. L'atelier a permis la rédaction d'un grand nombre de fiches de plaidoyer en vue des dialogues diplomatiques à Kinshasa et à Genève.

La présession dans le pays a permis de réunir les États examinateurs avec un groupe représentatif de la société civile nationale (dont des représentants des différentes provinces du pays) pour un échange sur la situation des droits humains en RDC et une délibération sur les recommandations qui devraient être faites à son troisième EPU. La pré-session a attiré un grand nombre de participants et a également bénéficié de la présence de délégués de l'UNICEF, du PNUD, d'ONU Femmes, du HCDH, de la BCNUDH, d'UNHCR, et d'UNFPA. La société civile a reçu beaucoup d'éloges relatives à ses fiches d'information donnant un bon aperçu d'une thématique des droits humains et des recommandations pour améliorer la situation.

A titre de succès de l'atelier notons aussi ;

- Le renforcement de la collaboration entre les OSC nationales, les États examinateurs et les organisations internationales basée en RDC en vue du suivi de la mise en œuvre des recommandations issues du troisième cycle de l'EPU de la RDC ;
- La communauté diplomatique et à la communauté du développement a bénéficié d'une mise à jour sur la situation des droits humains en RDC et le niveau de mise en œuvre des recommandations du deuxième cycle de l'EPU sur la base d'éléments fournis par des acteurs nationaux ;
- La dissémination de 12 fiches d'information thématiques aux représentants des missions diplomatiques ;
- L'engagement des agences de l'ONU dans le cadre des activités nationales relatives à l'EPU. ONU Femmes s'est déclarée prête à travailler et intégrer les questions prioritaires relatives aux droits des femmes soulevées lors de la Pré-session dans sa stratégie et son travail en RDC ;
- L'établissement d'une feuille de route de la société civile relatif à son engagement dans le processus de plaidoyer ;
- L'engagement d'hommes et de femmes défenseurs des droits de l'homme (49% de femmes, 51% d'hommes) ;
- L'engagement de représentants des différentes provinces dans le cadre du processus EPU.

3. Leçons retenues

En termes de leçons retenues, le premier élément à trait à la coopération entre la Commission des droits de l'homme, le Centre Carter et *UPR Info*. Cette collaboration continue d'être un véritable succès pour garantir un processus d'EPU inclusif au niveau



national. Il sera essentiel d'exploiter et de renforcer ce partenariat unique dans la phase de suivi. Beaucoup d'efforts ont été consacrés à la production des fiches d'information de l'EPU, et il a donc été gratifiant de constater à quel point elles ont été bien accueillies par la communauté diplomatique. Les diplomates résidents à Kinshasa les partageront avec leurs collègues dans leurs capitales respectives et à Genève, et nous espérons qu'ils serviront à élaborer des recommandations pragmatiques et pertinentes pour le prochain examen.

La délégation de la Belgique a été un hôte formidable pour le séminaire et a contribué à réhausser le profil de l'événement ainsi qu'à assurer une bonne participation de la communauté diplomatique et du développement.

En plus, la collaboration avec le Centre Carter est également précieuse. Elle a permis d'assurer une participation des OSC de tout le territoire et représentant un large éventail de thématiques de droits humains. Par ailleurs, la magnifique salle de la Maison des droits de l'Homme, mis à disposition gratuitement a permis à *UPR Info* d'investir toutes les ressources du projet dans la réalisation de l'atelier et de financer le voyage de participants de la société civile de différentes provinces du pays.

Le deuxième élément à prendre en considération est la participation croissante des jeunes à ces ateliers et la nécessité d'avoir des formations de renforcement de leurs capacités adaptés à leurs besoins. Ce point a été soulevé par des jeunes présents à l'atelier à Kinshasa. *UPR Info* a déjà mené dans un autre pays un atelier en mettant l'accent sur la manière dont les groupes de jeunes peuvent utiliser l'EPU pour atteindre leurs objectifs de plaidoyer et renforcer une démocratie participative. *UPR Info* a également discuté du travail de la société civile dans des environnements restrictifs. *UPR Info* reconnaît l'importance de la participation des jeunes et est certain que la formation dont ils ont pu bénéficier apportera une valeur ajoutée au processus d'appui à la mise en œuvre des recommandations de l'EPU.

4. Prochaines étapes

UPR Info organisera des Pré-sessions au *Palais des Nations* à Genève la semaine du 2 au 5 avril pour les pays qui participeront aux groupes de travail EPU du mois de mai 2019. Les défenseurs nationaux des droits humains et institutions nationales des droits de l'homme auront l'occasion de partager leurs points de vue sur la performance du gouvernement en matière de droits humains, les niveaux de mise en œuvre des précédentes recommandations de l'EPU et de suggérer des recommandations avant le troisième EPU de RDC, le 7 mai 2019. En marge de leur participation à la pré-session, les OSC congolaises et la CNDH auront la possibilité de s'entretenir lors de réunions bilatérales avec des représentants de missions permanentes afin de renforcer leurs relations avec les États examinateurs.



UPR Info entend également poursuivre en 2019 son engagement dans le cadre du processus EPU de la RDC en soutenant la tenue d'un atelier permettant à la société civile de définir sa stratégie pour soutenir la mise en œuvre des recommandations formulées lors de l'Examen Périodique Universel. Enfin, *UPR Info* soutiendra un dialogue national en vue de la rédaction d'un plan d'action national relatif aux droits humains.

5. Témoignages

Grand remerciement à *UPR Info* pour ce qu'on a fait ces trois derniers jours. Cela a été très pertinent. L'approche offerte permet de comprendre la situation des droits humains sur tout le territoire. La sélection de thématiques et des groupes a permis également d'avoir des documents finaux plus complets. Le fait de mobiliser toutes les ambassades est quelque chose que la société civile ne pourrait pas faire elle-même. Le grand défi reste à encadrer toutes les régions et continuer le plaidoyer après l'examen. Nous faisons confiance à *UPR Info* pour nous guider. (Groupe autochtone)

Nous sommes très contents d'avoir eu cette opportunité de grandir et de renforcer nos capacités. L'EPU est un mécanisme peu connu et grâce à cette formation on pourra continuer à faire le plaidoyer dans les régions qui ont des difficultés à venir à Kinshasa. Les éléments qu'on a appris et l'échange avec les ambassades est déjà un grand pas pour notre thématique et notre organisation comme ONG. (Groupe LGBTIQ+)

La réalisation des fiches de plaidoyer est un instrument que nous ne manquerons d'utiliser dans le futur. La « recommandologie » est une matière à exploiter. (Groupe Droits Civils et Politiques).



© 2019 THE CARTER CENTER - DRC / PRE-SESSION 3e Examen Périodique Universel // Jour 3 // Photos: Mardoché MUANDA et Jason KIBISWA



Contact



UPR Info
Rue de Varembé 3
1202 Geneva
Switzerland



Website <http://www.upr-info.org>



Phone: + 41 (0) 22 321 77 70
Fax: + 41 (0) 22 321 77 71



General enquiries
info@upr-info.org



<http://twitter.com/UPRInfo>



<http://www.facebook.com/UPRInfo>

